

que la partie du Livre blanc qui traite injustement notre industrie par rapport à l'industrie américaine se sera pas retirée, comment le premier ministre suppléant peut-il concilier ces propos avec ce qu'il vient de dire?

L'hon. M. McIlraith: C'est très facile. Le député a mal interprété le Livre blanc. Je n'accepte pas son interprétation à ce sujet.

M. Muir (Cape Breton-The Sydneys): Vous essayez de vous en sortir.

M. Woolliams: J'invoque le Règlement, monsieur l'Orateur. Je serai très bref. Je suggère que le solliciteur général n'a jamais lu le Livre blanc, qu'il devrait prendre le temps de l'étudier.

M. l'Orateur: S'il veut bien y songer un instant, l'honorable député de Calgary-Nord admettra, j'en suis sûr, que ce n'est pas là un rappel au Règlement.

L'INDUSTRIE

LES MINES D'OR—LE RAPPORT DU GROUPE D'ÉTUDE SUR L'AIDE FINANCIÈRE

M. Arnold Peters (Timiskaming): J'aimerais demander au ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources quand il espère déposer le rapport du groupe qui étudie l'aide d'urgence à l'exploitation des mines d'or?

L'hon. J. J. Greene (ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources): Monsieur l'Orateur, je ne sais si ce document sera déposé, car ce sera le résultat d'une étude interministérielle sous l'égide de mes services. On n'a pas encore décidé si ce rapport sera déposé.

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Information Canada.

M. Peters: Le ministre est-il en mesure d'aviser le comité des mines d'or, représentant les intérêts de la collectivité, de l'intention du gouvernement touchant l'aide d'urgence à l'exploitation des mines d'or lorsqu'il le rencontrera à la fin du mois?

L'hon. M. Greene: Je dois rencontrer le comité du Nord de l'Ontario et du Nord du Québec, comme le député l'a dit, dans le courant du mois, mais c'est pour écouter ses revendications et ses points de vue quant à l'utilité de continuer à appliquer la loi d'urgence sur l'aide à l'exploitation des mines d'or et non pas pour lui communiquer une décision.

LES SPORTS

LES JEUX OLYMPIQUES D'HIVER DE 1976—LE GOUVERNEMENT AURAIT ACCORDÉ UNE AIDE FINANCIÈRE À VANCOUVER

[Français]

M. Gilbert Rondeau (Shefford): Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre suppléant.

Peut-il dire à la Chambre si le très honorable premier ministre exprimait l'opinion du cabinet, lorsqu'il déclarait que la ville de Vancouver aurait pu recevoir de l'aide si les Jeux olympiques d'hiver étaient tenus en cette ville, contrairement à Montréal, qui n'en bénéficierait pas?

M. l'Orateur: J'ai des doutes au sujet de la recevabilité de la question. L'honorable député demande si le premier ministre exprimait l'opinion du cabinet. Je ne crois pas que la question, posée en ces termes, soit recevable.

M. Rondeau: Monsieur l'Orateur, je désire poser une question supplémentaire.

M. l'Orateur: L'honorable député ne peut évidemment poser une question supplémentaire à une question jugée irrecevable. Il a peut-être une autre question à poser et je lui accorde la parole dans ce but.

M. Rondeau: Le premier ministre suppléant est-il d'avis que le gouvernement fédéral aurait pu aider la ville de Vancouver, s'il n'avait pas été décidé que les Jeux olympiques d'été auraient lieu à Montréal?

M. l'Orateur: L'honorable député reconnaîtra que sa question est hypothétique.

LA COMMISSION DE LA CAPITALE NATIONALE

LE PROJET DE FERMETURE DES ROUTES DE PLAISANCE DURANT UNE SEMAINE

[Traduction]

M. D. Gordon Blair (Grenville-Carleton): Je voudrais poser une question au premier ministre suppléant et je regrette de n'avoir pu lui en donner préavis.

Le gouvernement sait-il que le président de la Commission de la capitale nationale aurait déclaré à la presse à une ou plusieurs reprises qu'il fermerait les routes de plaisance de la capitale nationale pendant une semaine dans le but singulier de prouver leur importance pour la circulation? Deuxièmement, le pre-